

Tendances conjoncturelles

1^{er} trimestre 2015

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE À MAYOTTE

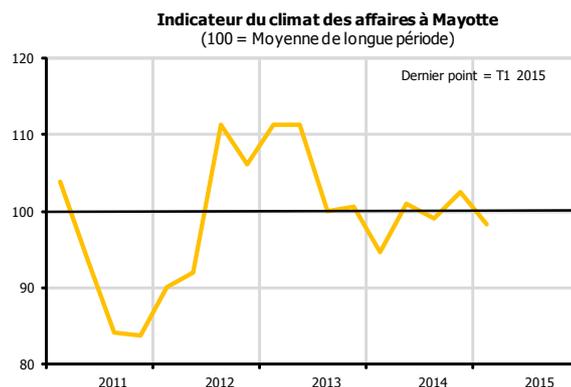
Les entreprises peinent à recouvrer la confiance en leur activité

Au premier trimestre 2015, l'Indicateur du climat des affaires (ICA) chute de 4,2 points pour se situer en dessous de sa moyenne de longue période (-1,6 point). Conformément aux prévisions pessimistes formulées par les chefs d'entreprise au dernier trimestre 2014, les réalisations du premier trimestre 2015, principalement le niveau de l'activité et les délais de paiement, expliquent entièrement cette dégradation (-5,1 points), tandis que les perspectives pour le deuxième trimestre permettent de l'atténuer légèrement (+0,9 point).

Après une année 2014 mitigée, marquée par les incertitudes et le manque de visibilité sur l'évolution de la situation économique à court terme, le début de l'année 2015 s'inscrit dans la même tendance. L'opinion des chefs d'entreprise sur leur activité demeure dégradée, ce qui les conduit à une appréciation défavorable de la situation conjoncturelle. L'évolution de l'ICA, qui change d'orientation pour le cinquième trimestre consécutif, traduit un manque de confiance des entreprises qui perdure. Les acteurs économiques privés de l'île restent dans l'attente de la mise en œuvre effective et significative des programmes opérationnels sur fonds européens et du Contrat de plan État-Région (CPER). Ces derniers permettraient en effet de redonner un nouveau souffle à la commande publique, un des moteurs de la croissance mahoraise, et ainsi relancer l'activité économique du Département.

Bien que les prix soient stables, la progression de la consommation des ménages, observée tout au long de l'année 2014, affiche des signes de ralentissement. Les entreprises, malgré leur manque de confiance, continuent tout de même de prévoir la réalisation d'investissements, dans l'attente du démarrage concret des projets et programmes annoncés. Le marché du travail enregistre à nouveau une augmentation de la demande d'emploi. Le commerce extérieur observe un fléchissement des importations comme des exportations.

L'activité des secteurs s'est une nouvelle fois détériorée. Toutefois, les chefs d'entreprise anticipent une légère amélioration au deuxième trimestre.



T
E
N
D
A
N
C
E
S

ORIENTATION FAVORABLE DES ÉCONOMIES DES PAYS DE LA ZONE

L'économie **sud-africaine** reste dynamique au premier trimestre 2015, avec une hausse du Produit intérieur brut (PIB) de 1,5 % en rythme trimestriel annualisé (+2,1 % sur un an). Elle ralentit néanmoins par rapport au dernier trimestre 2014 (+4,1 %). La bonne orientation de l'activité minière et bancaire contribue favorablement à la croissance. La consommation des ménages est également dynamique. À l'inverse, l'activité de l'industrie manufacturière se contracte ce trimestre.

Au premier trimestre 2015, l'activité touristique aux **Seychelles** poursuit la tendance haussière entrevue fin 2014. Le nombre de touristes augmente de 14,7 % au premier trimestre 2015 par rapport au premier trimestre 2014 (+6,5 % au trimestre précédent). L'achat de nouveaux avions par Air Seychelles dynamise les importations de biens d'équipement, qui bondissent de +49,0 %. Enfin, les exportations de produits de la pêche baissent de nouveau (-1,4 %, après -1,7 % au quatrième trimestre 2014).

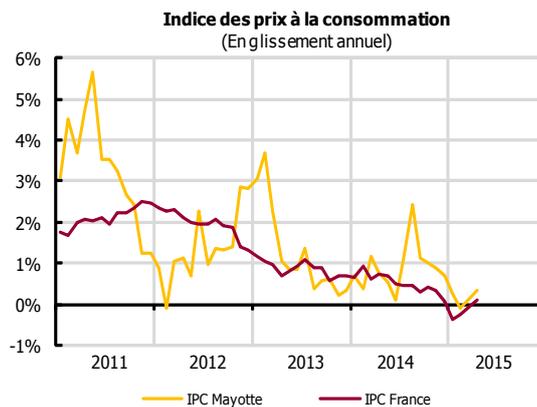
La croissance de l'économie **mauricienne** continue d'être bien orientée au quatrième trimestre 2014, avec une progression modérée de 0,6 % (CVS), comme au troisième trimestre. La consommation finale poursuit sa dynamique et joue pleinement son rôle de moteur de la croissance mauricienne, tandis que l'investissement se contracte à nouveau, mais à un rythme moindre. L'investissement en produits de la construction reste en berne, mais celui en biens d'équipement stoppe l'hémorragie. Les échanges avec l'extérieur sont en hausse. À noter que la Banque centrale de Maurice retire la licence de Bramer Banking, après la découverte d'une vaste escroquerie. Enfin, l'agence de notation Moody's maintient la note de Baa1 à Maurice, confirmant la stabilité économique de l'île.

À **Madagascar**, l'Institut de la statistique estime à 3,2 % la croissance de l'économie malgache pour 2014 (+2,4 % en 2013), avec des contributions positives des industries minières et pétrolières. Au premier trimestre 2015, l'activité touristique est mal orientée et les ventes de véhicules neufs baissent de nouveau, tandis que les créations d'entreprises repartent à la hausse (+7,8 % par rapport au quatrième trimestre 2014).

Stabilité des prix à la consommation

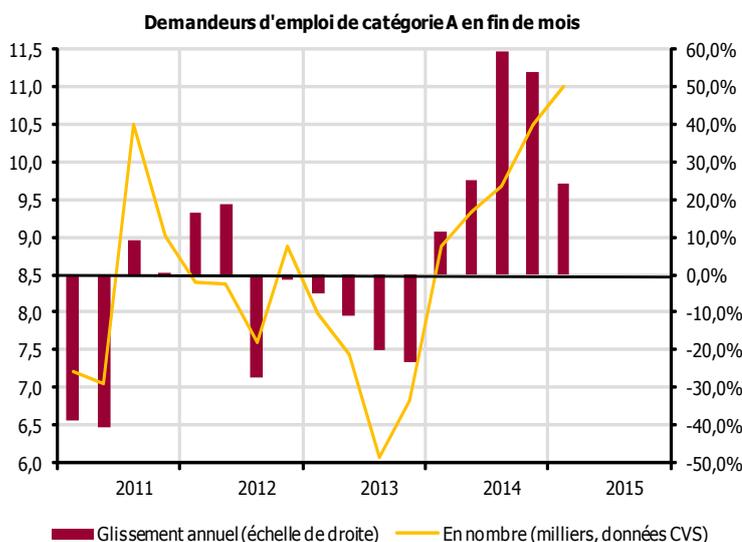
Au premier trimestre 2015, l'Indice des prix à la consommation (IPC) est stable. L'augmentation des prix des services (+1,4 %) est entièrement compensée par la diminution des prix de l'énergie (-2,8 %), des produits manufacturés (-0,8 %) et de l'alimentation (-0,6 %).

En revanche, sur un an, l'IPC continue de progresser (+0,2 %), à un rythme toutefois moins soutenu qu'au dernier trimestre 2014 (+0,7 %). Cette évolution est portée par l'augmentation des prix des services (+2,8 %) et de l'alimentation (+0,6 %). À l'inverse, les prix de l'énergie (-4,8 %) et des produits manufacturés (-1,9 %) se replient.



Source : INSEE, données mensuelles

Nouvelle hausse de la demande d'emploi



Source : Pôle emploi, désaisonnalisées par l'IEDOM

Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A) augmente de nouveau sur le trimestre (+4,7 %, après +4,8 % en fin d'année 2014) pour s'établir à 11 005 personnes (données CVS).

Cette progression concerne autant les hommes (+4,4 %) que les femmes (+4,2 %). Elle affecte également toutes les catégories d'âge, mais plus particulièrement les demandeurs d'emploi âgés de 25 à 49 ans, qui enregistrent une croissance de 6,6 %, tandis que ceux de plus de 50 ans et de moins de 25 ans augmentent de 1,1 % et 2,6 %, respectivement.

En glissement annuel, la demande d'emploi continue de s'accroître fortement (+24,0 %, CVS). Cependant, en comparaison des deux derniers trimestres où elle avait augmenté de plus de 50,0 %, l'augmentation sur un an est ralentie ce trimestre.

Une consommation des ménages moins dynamique

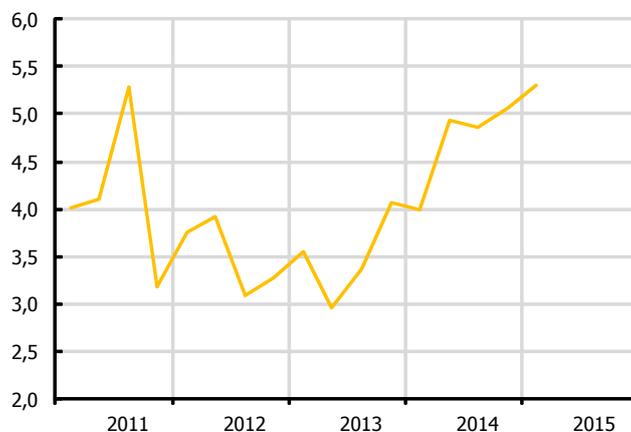
La consommation des ménages poursuit sa progression, mais affiche des signes de ralentissement par rapport aux résultats observés dans le courant de l'année 2014.

Les commerçants décrivent une activité particulièrement dégradée au premier trimestre 2015, et leurs prévisions laissent présager peu d'optimisme quant à une reprise possible au deuxième trimestre. Par ailleurs, les importations de produits courants se replient pour le deuxième trimestre consécutif (-3,5 %).

En revanche, les immatriculations de véhicules neufs repartent à la hausse (+3,7 %) après une forte chute au trimestre précédent. L'encours des crédits à la consommation augmente à nouveau (+1,6 %, après +3,6 % au quatrième trimestre 2014), tout comme les importations de bien d'équipement du foyer (+4,7 %, après +4,5 % au trimestre précédent).

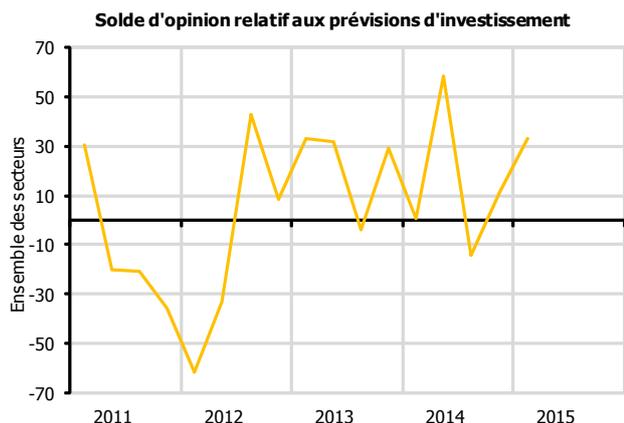
Ce ralentissement peut également trouver sa source dans l'évolution des indicateurs de vulnérabilité des ménages, qui se sont fortement dégradés, particulièrement le nombre de personnes physiques interdites bancaires, qui s'accroît de 25,5 % pour atteindre 2 256 (nouveau record historique), et celui des retraits de carte bancaire, qui augmente de 5,9 %.

Importations de biens de consommation durable



Source : Douanes, données désaisonnalisées par l'IEDOM

Bonne orientation des prévisions d'investissement



Source : Enquête de conjoncture IEDOM, données CVS

Malgré le climat d'attentisme et le manque de confiance en l'évolution de la conjoncture à court terme, les prévisions d'investissement des entreprises continuent de s'améliorer, certainement avec la perspective d'un démarrage effectif des projets programmés et annoncés depuis plusieurs mois. En effet, la mise en œuvre des programmes européens 2014-2020 et la signature du CPER 2015-2020 sont perçues par les acteurs économiques comme des opportunités à moyen terme pour relancer l'activité.

Les réalisations relatives à l'investissement sont cependant mitigées. Les importations de biens d'équipement professionnel augmentent (+6,0 %, après +7,2 % au trimestre dernier), tout comme l'encours bancaire de crédits à l'investissement (+0,6 %).

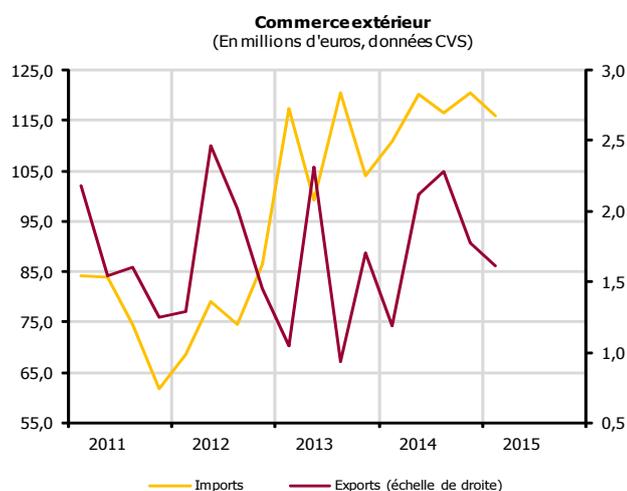
En revanche, les importations de biens intermédiaires (-0,1 %, après une chute de 9,3 % au quatrième trimestre 2014) et l'encours bancaire des crédits à l'habitat des entreprises (-0,2 %) diminuent légèrement.

Diminution des importations

Après la reprise enregistrée au quatrième trimestre 2014, les importations diminuent de 3,7 % au premier trimestre 2015 pour atteindre 115,9 millions d'euros (CVS).

Le repli des importations globales s'explique essentiellement par la contraction des importations de produits courants (-3,5 %) et de l'énergie (-18,6 %).

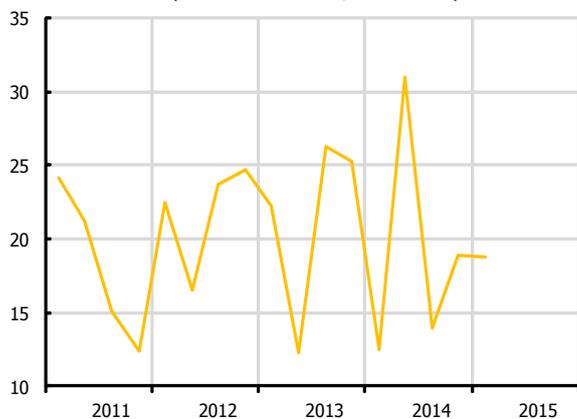
Les exportations enregistrent également un recul de 9,2 %, après une diminution de 22,2 % au quatrième trimestre 2014. Au premier trimestre 2015, Mayotte a exporté pour 1,6 million d'euros, contre 1,8 million d'euros au trimestre précédent.



Source : Direction régionale des douanes, désaisonnalisées par l'IEDOM

NOUVELLE DÉGRADATION DE L'ACTIVITÉ GLOBALE

Importations de ciment
(En millions de tonnes, données CVS)



Source : Direction régionale des douanes, désaisonnalisées par l'IEDOM

Au premier trimestre 2015, l'activité se dégrade dans la plupart des secteurs. Les chefs d'entreprise rapportent un niveau d'activité globale faible et en diminution. Ils espèrent tout de même une évolution favorable au deuxième trimestre où une légère amélioration est attendue.

Dans le secteur primaire, les exportations dans le **secteur aquacole** se contractent de nouveau. Les volumes exportés diminuent de 21,5 % pour se situer à 3,6 tonnes de poissons d'élevage, après une baisse de 15,3 % au quatrième trimestre 2014. Les importations d'**espèces avicoles** se réduisent également de 17,1 % (1,4 tonne).

Dans le **secteur du BTP**, les anticipations négatives des chefs d'entreprise, formulées en fin d'année 2014, sont conformes aux réalisations du premier trimestre 2015. Selon les acteurs du secteur, l'activité demeure à l'image de celle observée durant toute l'année précédente, détériorée et en repli. Dans une économie où la demande privée des particuliers est relativement limitée, les professionnels restent dans l'attente d'une relance significative de la commande publique, seul levier susceptible d'apporter un nouveau regain au volume d'affaires du secteur, et de leur redonner la confiance.

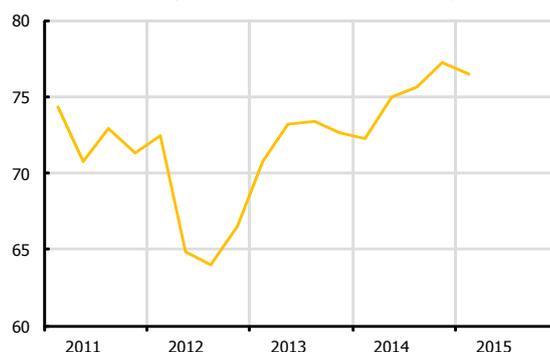
Les perspectives pour le trimestre à venir sont également mal orientées, bien qu'une moindre dégradation de l'activité soit anticipée. Par ailleurs, les chefs d'entreprise notent un allongement des délais de paiement, ce qui conduit à des difficultés de trésorerie. Au premier trimestre, les importations de ciment diminuent légèrement de 0,3 % (contre +34,5 % au quatrième trimestre 2014).

Comme les chefs d'entreprise le prévoyaient au trimestre précédent, l'activité du secteur du **commerce** enregistre un net fléchissement en début d'année 2015, en phase avec le ralentissement de la progression de la consommation des ménages. Les soldes d'opinion indiquent tout de même des prévisions d'investissement bien orientées. Ils s'attendent également à un faible volume d'affaires au deuxième trimestre mais accompagné d'une dégradation moindre de leur activité.

Dans le secteur des **services marchands**, les chefs d'entreprise estiment toujours pàtir d'un faible niveau d'activité. Ce pessimisme affecte leurs prévisions d'investissement, qui se sont dégradées, mais atteint également leurs anticipations pour le deuxième trimestre, jugées négatives.

L'**activité touristique** enregistre ce trimestre une baisse conjointe du nombre de passagers (-1,0 %, CVS) et du nombre de vols (-6,9 %, CVS) à l'aéroport de Dzaoudzi. Toutefois, sur un an, le trafic aérien est en progression puisqu'entre mars 2014 et mars 2015 le nombre de passagers augmente de 5,8 % et le nombre de vols de 11,3 %.

Trafic de passagers à l'aéroport de Dzaoudzi
(En milliers de passagers, données CVS)



Source : Aéroport de Mayotte, désaisonnalisées par l'IEDOM

ÉCONOMIE MONDIALE : UNE CROISSANCE MODÉRÉE ET HÉTÉROGÈNE

Selon les prévisions du Fonds monétaire international (FMI) d'avril 2015, la croissance de l'économie mondiale devrait rester modérée en 2015 (+3,5 %, après +3,4 % en 2014 et 2013), avec des évolutions contrastées selon les zones géographiques considérées. Alors que les perspectives de croissance s'améliorent pour les pays avancés, celles concernant les pays émergents et les pays en développement se dégradent. Ces derniers contribueraient tout de même à hauteur de 70,0 % à la croissance mondiale en 2015.

Aux États-Unis, l'activité a été plus faible que prévue au premier trimestre 2015 : le Produit intérieur brut (PIB) s'est contracté de 0,3 % par rapport au trimestre précédent, en lien avec un hiver rigoureux et l'appréciation du dollar, qui pèse sur les échanges extérieurs. La faiblesse des cours du pétrole, un ajustement budgétaire modéré et une politique monétaire toujours accommodante soutiennent toutefois la demande intérieure.

En zone euro, le PIB progresse de 0,4 % au premier trimestre 2015, après +0,3 % au quatrième trimestre 2014. Pour rappel, la croissance 2014 s'est établie à +0,9 % (Eurostat). D'après le FMI, l'activité serait soutenue par la baisse des prix du pétrole, les faibles taux d'intérêt et l'affaiblissement récent de l'euro. En 2015, l'activité économique devrait accélérer, portant la croissance annuelle à +1,5 %.

Selon les premiers résultats publiés par l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) le 13 mai 2015, la croissance du PIB de la France s'établit à +0,2 % en 2014. Au premier trimestre 2015, le PIB progresse de 0,6 % après avoir stagné au quatrième trimestre 2014. L'accélération de la consommation des ménages et les variations de stocks contribuent positivement à l'évolution du PIB, tandis que l'investissement et le solde du commerce extérieur pèsent sur son évolution. Le FMI prévoit une croissance de +1,2 % pour la France en 2015.

Au Japon, après une année 2014 décevante, la croissance devrait aussi se redresser, grâce à l'affaiblissement du yen et à la baisse des prix du pétrole.

En Chine, le FMI prévoit un nouveau ralentissement de l'investissement, en particulier dans l'immobilier. Au Brésil, une moindre confiance du secteur privé, un durcissement de la politique macro-économique ainsi que la sécheresse influent négativement sur les perspectives de croissance. En Russie, les prévisions de croissance reflètent l'impact économique de la forte baisse des prix du pétrole et de la montée des tensions géopolitiques.

Les annexes statistiques sont téléchargeables sur le site www.iedom.fr

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : N. de SÈZE – Responsable de la rédaction : Y. MAYET

Éditeur et imprimeur : IEDOM

Achévé d'imprimer : juin 2015 – Dépôt légal : juin 2015 – ISSN 1952-9619